

Janvier-Février-Mars-Avril
2024

La Sentinelle

BULLETIN TRIMESTRIEL DU BUREAU DE LA REPRÉSENTATION DE L'OMS AU BURUNDI

“ L'OMS appuie les États pour
une meilleure mobilisation des
fonds au profit de la santé ”



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi



DANS CE NUMÉRO

Editorial	3
Réunion de prise de contact entre le MSPLS et le GPFS	6
L'OMS échange avec ses partenaires sur la nouvelle stratégie de coopération 2024-2027	7
Retraite du personnel de l'OMS : Le renforcement des soins de santé primaires au cœur des débats !	8
Dialogue national sur le financement de la santé : Mobiliser plus d'argent pour tendre vers la CSU, le Burundi s'y engage !	9
L'OMS appuie le Burundi pour la finalisation du dossier d'élimination du trachome	10
Le Burundi se dote d'un Plan national de la santé environnementale	10
Le CPSD échange sur les mécanismes de renforcement du Système de santé du Burundi	11
L'OMS appuie le Burundi pour une meilleure performance des laboratoires du pays	11
L'hôpital de Gatumba inondé reçoit la visite du MSPLS et de l'OMS	12
PAROLE D'EXPERT: Les défis du PEV Burundi après plus de 40 ans d'existence : Rencontre avec Dr. Jean-Claude Bizimana	13
A L'AFFICHE : A cœur ouvert avec Dr. Diane Nzéyimana	16



Organisation mondiale de la Santé
Burundi



Suivez-nous sur Twitter:
<https://twitter.com/WhoBurundi>



Nous sommes aussi sur Facebook:
<https://facebook.com/OMSBurundi>

Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIN,
Représentant OMS BURUNDI

Rédacteur-en-chef

Abd Razzack SAIZONOU

Collaboration :

Dr. Diane Senga Nzeyimana
Dr. Jean Claude Bizimana

Rédacteur-en-chef adjoint/ Graphisme

Triffin NTORE

Editorial



Chers lecteurs, chères lectrices et chers partenaires de l'OMS,

Le droit à la santé est un concept fondamental qui doit être pris en compte dans toutes les politiques et stratégies si nous voulons réellement atteindre la Couverture sanitaire universelle et les Objectifs de développement durable (ODD). Comme vous devez le savoir, le droit à la santé couvre un large éventail d'éléments qui nous aident à mener une vie saine, comme l'accès à l'eau potable, à des moyens adéquats d'assainissement, à des aliments salubres, à des conditions de travail saines, etc.

En un mot, le droit à la santé englobe un grand nombre de facteurs qui peuvent nous aider à mener une vie meilleure et agréable.

C'est à ce titre que l'OMS, qui a fêté son 76ème anniversaire le 7 avril 2024, a choisi cette année le thème « ma santé, mon droit » pour marquer la célébration de la Journée mondiale de la santé (JMS). Ce choix thématique est un appel fort en faveur du droit universel de chacun, partout dans le monde, à bénéficier d'un accès équitable aux services de santé, à l'éducation et à l'information médicale.

Pour commémorer cette date importante dans l'histoire de l'OMS, et qui coïncide avec la Journée mondiale

de la santé, le bureau pays du Burundi a opté pour la sensibilisation à la pratique d'activité physique et à l'assainissement du cadre de vie. Vous retrouverez, dans les pages de cette édition de « LA SENTINELLE », les temps forts de cette célébration ; Comme ceux d'autres activités majeures menées en appui au Burundi au cours de ce premier trimestre de l'année 2024. Entre autres : le dialogue national pour le financement de la santé, la célébration de la semaine africaine de la vaccination, les efforts du Burundi en matière de lutte contre le choléra, l'élaboration et la validation de plusieurs documents stratégiques, etc. Et bien évidemment, nos habituelles rubriques seront au rendez-vous, à savoir « Parole d'Expert » avec un focus sur les 4 décennies d'existence du PEV au Burundi et « A l'Affiche » qui nous emmène à la découverte de Dr. Senya Diane Nzeyimana, responsable de la gestion des risques infectieux à l'OMS Burundi.

Merci d'accueillir avec le même plaisir et le même enthousiasme ce premier numéro 2024 de notre bulletin trimestriel « LA SENTINELLE ».

Dr Xavier CRESPIN

Représentant de l'OMS au BURUNDI

Les rencontres du Représentant



Madame le Ministre et Dr Xavier Crespin entourés des cadres du MPSLS et de l'OMS

Dr Xavier Crespin, entouré de tout le personnel de l'OMS a reçu la visite du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida le 19 avril, dans les nouveaux locaux de l'institution. 1ère visite depuis sa nomination à ce département ministériel en Novembre 2023. Après une visite guidée des lieux conduite par le Représentant de l'OMS, Dr. Lydwine Baradahana et les hauts cadres du ministère et ceux de l'OMS ont échangé sur le renforcement de la collaboration entre les deux institutions pour la santé et le bien-être des populations.



Dr. Xavier Crespin et Mme Molnar avec quelques cadres de l'OMS

Séance de travail le 25 Avril entre le Représentant de l'OMS et son homologue de l'ONUSIDA. Dr. Xavier Crespin et Mme M.M. Molnar ont échangé sur le programme conjoint UN pour la riposte au VIH et l'élaboration d'une feuille de route pour sa durabilité et sa pérennisation au Burundi.



Dr. Xavier Crespin et la délégation de l'Ambassade de la Norvège

La situation sanitaire du Burundi, marquée actuellement par la menace des maladies infectieuses sur les populations gravement touchées par les inondations, était au cœur des échanges, le 18 avril 2024, entre le Représentant de l'OMS et une délégation de l'Ambassade de la Norvège près le Burundi. Après avoir exposé à ses hôtes les appuis du Groupe des partenaires financiers de la santé (GPFs), dont l'OMS assure le lead, Dr. Xavier Crespin a plaidé pour une mobilisation accrue de financement pour aider le Burundi à faire face aux urgences sanitaires.



Dr. Xavier CRESPIN et une délégation d'Expertise France

Echanges entre l'OMS et ses partenaires. Dr. Xavier CRESPIN s'est entretenu le 26 avril avec une délégation d'Expertise France sur les conditions de mutualisation des ressources pour le renforcement efficace et efficace du système de santé du Burundi.



Vue d'ensemble de la séance de travail entre l'OMS et l'AFD/EF

Le Représentant de l'OMS a rencontré le 19 mars une mission conjointe Agence française de développement (AFD)/Expertise France qui était allée lui présenter un projet de formation en ressources humaines à l'Institut national de santé publique (INSP) et au Centre national de transfusion sanguine. Dr. Xavier CRESPIN en a profité pour présenter les résultats préliminaires des comptes nationaux des personnels de santé et échanger avec ses hôtes sur les actions à mener pour améliorer l'offre de soins dans les structures sanitaires.



Dr. Xavier CRESPIN s'entretenant avec la une délégation de l'ONG Village Health Works (VHW)

Le Représentant de l'OMS a reçu le 19 mars une délégation de l'ONG Village Health Works (VHW), conduite par son Directeur pays. Les discussions étaient axées sur le plan stratégique de l'ONG pour les cinq prochaines années et le travail fait dans deux provinces du pays : Bururi et Rumonge où VHW dispose d'un hôpital spécialisé en gynéco-obstétrique.



Dr. Xavier CRESPIN et la une délégation de l'ONG Médecins sans frontières (MSF)

Le Représentant de l'OMS Burundi a reçu, le 26 mars 2024, la visite de courtoisie d'une délégation de l'ONG Médecins sans frontières (MSF), conduite par son Responsable Régional des opérations pour l'Afrique centrale, Mr. René Colgo. Les échanges ont porté sur les interventions du Groupe des partenaires financiers de la santé (GPFS) au Burundi dont l'OMS assure le lead. Après avoir donné un aperçu de la situation sanitaire du pays et les défis à relever, Dr. Xavier CRESPIN s'est réjoui de la bonne collaboration entre l'OMS et MSF. Il a plaidé pour une mobilisation accrue des ressources au profit de la santé au Burundi.

Activités appuyées par l’OMS au Burundi



Vue d'ensemble des participants aux échanges

Réunion de prise de contact entre le MSPLS et le GPFS

Le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) a rencontré, pour une séance de travail, les membres du groupe des partenaires financiers de la santé (GPFS), avec à leur tête l’OMS. L’objectif de cette réunion était d’échanger sur les différents axes de coopération et faire le point des préparatifs du dialogue national sur le financement de la santé tenu du 12 au 14 janvier. Ce fut l’occasion pour le Ministre de la santé et ses collaborateurs de présenter la situation épidémiologique du pays, les réalisations et les projets menés avec l’appui des partenaires au développement pour une meilleure santé des Populations. Dr. Lydwine H. a aussi évoqué les chantiers et les défis à relever

pour atteindre la couverture sanitaire universelle (CSU).

Le Représentant de l’OMS a plaidé pour une bonne collaboration et une meilleure concertation entre les différentes parties prenantes afin de trouver des solutions idoines pour faire face aux épidémies, au financement de la santé, à la gestion des ressources humaines, en vue de renforcer le système de santé du pays. Dr. Xavier CRESPIEN a réitéré l’engagement du GPFS à poursuivre ses appuis au Burundi afin que les populations bénéficient des services de santé adéquats et à moindre coût.



Les Représentantes de la Banque Mondiale (à droite) et de l’UNICEF (à gauche)



Vue partielle des participants



Vue partielle des participants



Dr Xavier Crespin, l'Assistant du Ministre/MSPLS et la Représentante du Gouverneur de Gitega

L'OMS échange avec ses partenaires sur la nouvelle stratégie de coopération 2024-2027

En vue d'améliorer ses interventions à travers la mise en œuvre de la Stratégie de coopération pays (SCP) 2024-2027, l'OMS BURUNDI a tenu à Gitega du 25 au 26 janvier une réunion de planification et de dialogue avec ses partenaires étatiques et non étatiques. L'objectif de cette rencontre, ouverte par l'Assistant au Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS), était d'échanger sur les orientations stratégiques de la Stratégie de Coopération Pays, les priorités pour 2024-2025, les pistes de renforcement de la collaboration entre l'OMS et ses partenaires pour aller vers la réalisation des objectifs du Développement Durable (ODD) et la Couverture sanitaire universelle(CSU).

Ouvrant les travaux, Dr Xavier CRESPIN a salué l'esprit de coopération et de partenariat exemplaire qui a caractérisé la collaboration avec les parties prenantes en 2023.

Il a aussi réitéré l'engagement de l'OMS à appuyer le pays dans le renforcement des soins de santé primaires. Les travaux ont été marqués par des présentations et des échanges divers sur la SCP, les activités réalisées en 2023,

les priorités et défis à relever en 2024 pour apporter des solutions innovantes et adaptées à la santé et au bien-être des populations.

Le Représentant de l'OMS s'est en outre félicité de la forte participation des partenaires étatiques et non étatiques aux échanges.

Il a souhaité que cette réunion soit un nouveau départ pour l'amélioration de la collaboration et la réussite des interventions au profit des populations. Ce fut aussi l'occasion d'échanger avec les partenaires sur les règles à respecter en matière de prévention et réponse à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels.

L'Assistant du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida a remercié l'OMS pour ses appuis multiformes et a exhorté les cadres du MSPLS à s'approprier la SCP pour une coopération exemplaire et des interventions qui impactent positivement le bien-être des Burundais et Burundaises.



Vue partielle des partenaires



Un membre du staff de l'OMS



Vue d'ensemble du staff de l'OMS lors de la présentation du Représentant

Retraite du personnel de l'OMS : Le renforcement des soins de santé primaires au cœur des débats !

Du 22 au 24 janvier, le personnel de l'OMS Burundi a tenu sa retraite annuelle, édition 2023, à Gitega, sous le thème « Soins de santé primaires : Place à l'action pour aller vers la Couverture Sanitaire Universelle ».

L'objectif de cette retraite de trois jours était de réfléchir sur un mécanisme efficace d'appui au pays pour améliorer la santé et le bien-être des populations en vue de la réalisation de la Couverture sanitaire universelle.

Dr. Xavier CRESPIN a félicité le personnel pour les résultats obtenus en 2023. Il a évoqué les défis liés aux soins de santé primaires au Burundi et encouragé le staff à redoubler d'efforts pour que chaque burundais et burundaise puisse jouir d'une bonne santé.

Le premier jour de cette retraite a été marqué par, entre

autres, la présentation du bilan des activités du bureau en 2023, des priorités stratégiques pour 2024-25 et les activités majeures à mener pour renforcer le système de santé du pays, etc.

Au deuxième jour le personnel, à travers des travaux de groupes, s'est attelé à ébaucher la stratégie à mettre en œuvre pour être en conformité avec les normes de l'organisation dans l'exécution des opérations pour un meilleur appui au pays.

Signalons que les trois jours de retraite ont été également agrémentés par des activités de team building pour renforcer l'esprit d'équipe tout comme l'intelligence collective. Ces séances ont offert à chaque membre du personnel l'opportunité de s'exprimer et de profiter de moments de détente et de plaisir.



Vues partielles des travaux de groupe



DIALOGUE NATIONAL DE HAUT NIVEAU SUR LE FINANCEMENT DE LA SANTE



Dialogue national sur le financement de la santé : Mobiliser plus d'argent pour tendre vers la CSU, le Burundi s'y engage !

Dans le cadre de l'amélioration de la santé et du bien-être du Burundi, tel que prôné dans la stratégie sectorielle de santé, le pays a organisé le premier dialogue national sur le financement de la santé. C'était sous la présidence du Vice-Président de la République, en présence des ministres de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, du secrétaire permanent du ministre des finances et de l'ensemble des acteurs du secteur de la santé. Les échanges, qui ont été très riches, ont porté essentiellement sur l'amélioration de l'accès à des soins de santé de qualité et à moindre coût aux populations, et cela quel que soit leur revenu ou leur position géographique. Car, une société en santé, un système de santé robuste constituent des gages d'un développement économique humain durable.

Mais cette condition est pour l'instant loin d'être remplie au Burundi, malgré les efforts louables du pays pour que la population bénéficie des conditions sanitaires adéquates.

En effet, il ne peut y avoir de système de santé solide et résilient, de couverture sanitaire universelle sans un financement suffisant géré avec transparence, efficacité, équité et efficience.

Comment donc mobiliser davantage d'argent pour le compte de la santé ? Comment instaurer une bonne gouvernance sanitaire afin que les ressources générées soient utilisées équitablement pour le bien-être de la population ?

C'est autour de ces différentes préoccupations, et bien d'autres encore, que le Gouvernement burundais a convié, du 12 au 14 février 2024, d'éminentes personnalités du domaine de la santé (politique, administration) et partenaires au développement, à travers le Dialogue national sur le financement de la santé, afin de réfléchir sur les voies et moyens pouvant aider à mobiliser la cagnotte nécessaire pour faire face aux grands défis sanitaires auxquels le pays est confronté.

[Lire l'article](#)



Photo de famille des participants au dialogue

L'OMS appuie le Burundi pour la finalisation du dossier d'élimination du trachome



Vue d'ensemble des participants

Le Burundi en route pour l'élimination du trachome ! L'équipe du Programme national intégré de lutte contre les maladies tropicales négligées et la cécité s'est retrouvée en retraite à Ngozi du 20 au 22 mars 2024, avec l'appui technique de l'OMS Burundi, du Bureau Régional et de deux experts internationaux de l'ONG-Christian Blind Mission. L'objectif de cette rencontre de trois jours est de finaliser l'élaboration du dossier d'élimination du trachome au Burundi. Ce dossier finalisé sera soumis à la validation de l'OMS.

Au cours de cette retraite, les participants ont passé en revue le dossier et y ont apporté des contributions pour enrichir le document.

Les données et complémentaires ont été collectées avec l'appui des experts et intégrés au dossier. A travers des travaux de groupes les participants ont procédé au toilettage du document prêt à être soumis à la validation de l'OMS.



Vue partielle lors des travaux de groupe



Vue d'ensemble des participants

Le Burundi se dote d'un Plan national de la santé environnementale

Dans le cadre de l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population, le Gouvernement burundais a opté pour la promotion de la santé environnementale en se dotant, avec l'appui de l'OMS, d'un plan stratégique de promotion de la santé environnementale. Ce dit plan a été validé lors d'un atelier à Ngozi les 12 et 13 mars 2024, au cours d'un atelier.

A travers ce plan stratégique de promotion de la santé environnementale le Gouvernement ambitionne d'offrir aux populations burundaises une meilleure qualité de vie à travers un cadre d'existence sain et agréable favorisant une meilleure santé.

Ceci passe, entre autres, par le renforcement des capacités institutionnelles, des mécanismes de coordination et de collaboration intersectorielle du secteur de la santé environnementale ; l'amélioration des performances du secteur de la santé environnementale ; le renforcement du cadre de vie par des interventions de la promotion de la santé environnementale ; l'amélioration de la communication pour le changement de comportement en matière de la santé environnementale ; le renforcement des mécanismes de coordination et de collaboration ; la couverture en latrines adéquates (ouvrages d'hygiène et d'assainissement de base) en milieu rural et urbain est améliorée ;

l'accès à l'eau potable /Eau de boisson est amélioré ; le contrôle de la qualité des denrées alimentaires est amélioré ; l'amélioration de la gestion des déchets médicaux en milieu hospitalier et extra hospitalier (films radiologiques, médicaments périmés au niveau des ménages), etc.

Le CPSD échange sur les mécanismes de renforcement du Système de santé du Burundi

Sous la co-présidence du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida et du Représentant de l'OMS, chef de file du Groupe des partenaires financiers de la santé (GPFS), les membres du cadre de concertation des partenaires en santé et développement (CPSD) se sont réunis le 02 avril 2024 pour passer en revue les documents de politique et stratégie sectorielle et de stratégie nationale de la vaccination afin de les enrichir par des contributions des uns et des autres pour leur validation.

Etaient présents à cette première réunion du CPSD de l'année les cadres du MSPLS, des partenaires au développement dont UE, USAID, Ambassade Belgique, Banque mondiale, JICA, PSI et OMS. Le Représentant de l'OMS, Dr. Xavier CRESPIAN, en a profité pour insister sur la nécessité de tenir compte des effets du changement climatique, de la démographie, de la mise en place des services essentiels, l'intégration des programmes, le renforcement des soins de santé primaires, pour le bien-être des populations.

L'OMS appuie le Burundi pour une meilleure performance des laboratoires du pays



Séance de travail entre les experts AFRO et les techniciens Burundais

Renforcer les capacités des laboratoires du Burundi pour intensifier la surveillance génomique des agents pathogènes, y compris les capacités de séquençage du pays. C'est l'objectif de la mission qu'a effectuée, du 15 au 20 avril au Burundi, une équipe d'Experts de OMS/AFRO.

Reçue par Dr. Xavier CRESPIAN, l'équipe d'Experts procédera à l'analyse situationnelle des capacités du système de surveillance clinique, à l'évaluation du système des laboratoires et fournira des conseils appropriés en matière de surveillance génomique des agents pathogènes sur la base des recommandations de l'OMS.

En effet, la surveillance génomique s'est révélée essentielle pour suivre l'évolution des variantes d'agents pathogènes émergentes lors des pandémies précédentes, notamment celle du virus à coronavirus

responsable du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS-CoV-2).

Elle devient de plus en plus un outil fondamental de santé publique mondial pour la détection au laboratoire, la surveillance et la réponse à diverses épidémies de maladies infectieuses.

L'objectif du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique (OMS/AFRO) est de garantir que l'ensemble de ses 47 États membres disposent, dans un avenir proche, de capacités de laboratoire nationales pour mener une surveillance génomique à des fins de détection, de control, de suivi de l'évolution et de réponse aux agents pathogènes d'intérêt.

Dans l'ensemble, les capacités existantes dans la région ont contribué à faciliter la détection des variants préoccupants, éclairant ainsi les activités de réponse appropriées.

Néanmoins, les capacités de séquençage génomique en laboratoire se sont révélées insuffisantes, seuls 50 % des États membres disposant d'une capacité existante pour effectuer le séquençage dans leur pays.

C'est dans ce cadre donc que s'inscrit la mission de l'équipe d'Experts du Bureau Régional au Burundi pour accompagner le pays à mettre en œuvre des stratégies d'échantillonnage, de séquençage et d'analyse des données de séquençage à l'aide d'outils bio-informatiques pour l'action de santé publique.



Le MSPLS et le Représentant de l'OMS avec leurs délégations respectives

L'hôpital de Gatumba inondé reçoit la visite du MSPLS et de l'OMS

La Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida et le Représentant de l'OMS se sont rendus dans l'après-midi du 11 avril, à Gatumba pour s'enquérir de la situation de l'hôpital de cette localité inondé suite aux fortes pluies qui s'abattent sur la ville de Bujumbura.

Entourés des cadres des deux institutions, Dr. Lydwine Baradahana et Dr. Xavier CRESPIAN ont donné des instructions pour l'évacuation immédiate de l'hôpital

afin d'épargner les équipements et intrants de la dégradation.

Dr. Xavier CRESPIAN a indiqué que l'OMS prendra des dispositions pour mettre en place un dispositif d'urgence pour la sensibilisation et une clinique mobile pour assurer la continuité des soins et la gestion d'une éventuelle épidémie de choléra.



Vues de l'Hopital de Gatumba inondé



Parole d'expert

Dr. Jean-Claude Bizimana

Directeur du PEV Burundi



Un grand pas vers la prévention, l'élimination et l'éradication des maladies évitables par la vaccination

La Semaine africaine de la vaccination (SAV), célébrée du 24 au 30 avril 2024, est une initiative lancée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a pour objectif de rappeler le rôle primordial que jouent les vaccins pour protéger les enfants des maladies évitables. L'édition 2024 est placée sous le signe des 50 ans de mise en place du Programme élargi de vaccination (PEV) dans plusieurs pays du continent, « EPI@50 ». « LA SENTINELLE » saisit cette occasion pour faire le bilan de la contribution du PEV Burundi dans la prévention, l'élimination et même l'éradication des maladies évitables par la vaccination (MEV).

Peut-on ne pas se faire vacciner ?

Je répondrai clairement non ! Ne pas se faire vacciner alors qu'on en a les moyens reviendrait à s'exposer à toute une série de maladies évitables par la vaccination. Le PEV Burundi a débuté ses activités en 1980 avec uniquement une prévention de six (06) maladies. Aujourd'hui nous en sommes à 12 maladies évitables par la vaccination. C'est dire donc que nous avons enregistré des progrès. Nous ne voyons plus de cas de coqueluche et de diphtérie. Nous enregistrons de moins

en moins de cas d'enfants victimes de handicaps dus à la poliomyélite. C'est vraiment rare que je peux affirmer sans risque de me tromper que nous en sommes presque à la phase d'éradication. Au vu de tous ces bénéfices de la vaccination, il est clair qu'on ne peut s'en passer. Nous avons les moyens, la vaccination est disponible sur toute l'étendue du territoire national. Il n'y a donc aucune raison qu'on s'expose à ces maladies évitables par la vaccination qui est de surcroît gratuite.

Peut-on dire qu'aujourd'hui toute la population burundaise à accès à la vaccination ?

Réponse : Oui, tout à fait et avec raison. Au Burundi nous avons les services de santé dans un rayon n'excédant pas 5 km, dans plus de 80% du territoire où la vaccination est disponible. Donc, la vaccination est géographiquement, économiquement et culturellement accessible à tous, même si on déplore encore certaines pratiques ou certaines croyances religieuses qui portent atteinte à l'adhésion totale à la vaccination.

« Tout Burundais, où qu'il se trouve sur l'étendue du territoire à accès à la vaccination »

Revenons un peu aux traditions dont vous faisiez allusion tantôt. Cela veut dire qu'il existe encore des réticences au sein de la population quant à la vaccination. Comment vous organisez-vous pour y faire face ?

Nous nous basons essentiellement sur la sensibilisation des populations via plusieurs canaux de communication : les médias traditionnels, l'implication active des communautés à travers la mobilisation accrue des leaders religieux et administratifs. Par cette stratégie de communication qui fait intervenir tous les acteurs clés, nous parvenons à convaincre progressivement les uns et les autres. J'en veux pour preuve la récente campagne de riposte contre la poliomyélite en 2023. Au départ, on avait eu beaucoup de réticences, mais lors des 2ème et 3ème passages, les hésitations ont été dissipées, parce que nous avons mis à contribution tout le monde, nous avons utilisé tous les canaux de communication possibles sans oublier les influenceurs sociaux qui pouvaient faire changer les opinions et faire adhérer les populations à la cause de la vaccination.



“ Les mentalités ont évolué et les populations adhèrent à la vaccination ”

En terme de pourcentage, à combien peut-on évaluer aujourd'hui la couverture vaccinale au Burundi ?

Selon l'enquête de couverture vaccinale de 2022, le taux d'enfants ayant reçu tous les vaccins avant leur premier anniversaire est estimé à 88,6%. Mais il faut remarquer qu'au début dans la petite enfance, on a une forte couverture vaccinale qui connaît une baisse au cours de la 2ème année de vie. Nous sommes en train d'y travailler et bientôt nous allons doter le pays d'une stratégie de vaccination au cours de la 2ème année de vie et au-delà. Vous convenez avec moi que la vaccination ne se limite plus seulement aux enfants. Elle concerne tout le monde.

Avec l'arrivée de COVID 19 on vaccine même les personnes âgées. Bientôt grâce aux nouveaux vaccins qui arrivent, dont le vaccin contre le cancer du col de l'utérus, celui contre le paludisme, nous allons vacciner même les adolescents.

Y a-t-il des entraves à la vaccination au Burundi ?

Oui, il y en a eu, mais les mentalités ont évolué avec le temps. Au départ, on étiquetait la vaccination comme une intervention qui aurait des effets négatifs sur la fécondité des Burundais. Mais on a démontré avec le temps qu'il n'en est rien du tout.

Aujourd'hui les rumeurs et les idées reçues semblent s'évaporer de plus en plus et ces entraves diminuent progressivement, parce que les gens ont eu le temps de constater par eux-mêmes que certaines maladies ont presque disparu grâce à la vaccination. J'avais cité un peu plus haut la coqueluche, la diphtérie qui ne sont pas les seules. Même les épidémies de méningite n'existent pratiquement plus. La dernière épidémie de méningite au Burundi remonte à 1992, et depuis lors plus rien. C'est donc peu dire de conclure que la contribution de la vaccination dans le recul, l'élimination voire l'éradication de certaines maladies est inestimable.

Après 44 ans d'existence, quels sont aujourd'hui les défis majeurs auxquels le PEV Burundi est confronté ? Réponse : Au Burundi, nous enregistrons encore des cas d'enfants zéro dose, d'enfants insuffisamment vaccinés, c'est-à-dire qui reçoivent juste le premier vaccin et ne retournent plus dans les centres de vaccination pour compléter leur calendrier. L'autre problème, et non pas des moindres, c'est le cas des gens qui résistent, des communautés, des populations réfractaires à la vaccination. Je citerais aussi la dépendance du pays à l'aide internationale par rapport à la vaccination. Mais nous travaillons à l'implication plus élevée de l'Etat dans la vaccination. Récemment le pays a organisé le dialogue national sur le financement de la santé au cours duquel les réflexions ont été menées pour voir comment on peut augmenter l'enveloppe destinée à la santé y compris la vaccination.

Vers une implication plus élevée de l'Etat dans la vaccination

Quelles sont les perspectives pour une totale couverture vaccinale au Burundi ?

En terme de perspectives, nous sommes en train de finaliser la stratégie nationale de la vaccination, comme je le disais au début de cet entretien. Cette stratégie décrit les principales interventions qui vont permettre d'accroître la couverture vaccinale. Au nombre de ces interventions, nous pouvons mentionner, entre autres, l'implication plus accrue des communautés, le renforcement de la communication de proximité en utilisant tous les canaux possibles.

Autre chose : nous devons améliorer considérablement les prestations pour réagir efficacement par exemple aux effets secondaires imputables à la vaccination, en terme de prise en charge.

“ *Nous ne voulons laisser aucun enfant derrière* ”

Tout ceci pour rassurer les communautés quant aux rumeurs. Un enfant peut développer quelques signes que les parents peuvent lier à tort à la vaccination.

« Nous ne voulons laisser aucun enfant derrière »

Il nous revient de mettre en place des mécanismes qui permettent de faire la part des choses et gérer de façon efficace les cas de manifestations adverses post immunisation (MAPI) qui pourraient survenir. Par ailleurs, il est impératif que nous ayons les vaccins de façon ininterrompue avec la disponibilité permanente d'intrants. La chaîne de froid doit être de bonne qualité pour que nous administrions des vaccins bien conservés dans les conditions idéales. Nous devons procéder au renforcement des capacités des prestataires, de tous les intervenants, des communautés à travers les agents communautaires. Il est important de renforcer la surveillance des maladies évitables par la vaccination pour éviter d'être surpris par d'éventuelles épidémies. Pour ce faire nous nous employons à rechercher des enfants zéro dose et ceux insuffisamment vaccinés et à identifier des communautés réfractaires à la vaccination pour ne laisser personne derrière. Pour nous, chaque enfant compte, car constituant l'avenir du Burundi. D'où notre leitmotiv : « nous ne voulons laisser aucun enfant derrière ».



Une séance de vaccination dans un centre de santé de Bujumbura

A l'affiche

Dr. Senya Diane NZEYIMANA



La préparation et les interventions d'urgence : un élément essentiel dans l'atteinte de la Couverture sanitaire universelle

Médecin spécialiste en santé publique et développement, après quelques années passées au de la tuberculose et du VIH, en tant que point focal au niveau du programme national intégré de lutte contre la tuberculose (PNILT), Dr. Diane Senya Nzeyimana a rejoint le bureau pays de l'OMS au Burundi en Juillet 2019. En charge de tout ce qui est lié à la préparation et aux interventions en cas d'urgence, Dr. Diane prend à cœur les activités de son pilier qui, pour elle, constituent un élément essentiel dans l'atteinte de la Couverture sanitaire universelle. Dans cette tribune de « La SENTINELLE », celle qui rêvait de devenir pédiatre nous parle de son travail à l'OMS Burundi et de son impact sur le système de santé du Burundi.

Aviez-vous toujours rêvé de travailler pour une organisation internationale comme l'OMS ?

Pour vous dire la vérité, ma carrière médicale a été inspirée par celle de parents : ma mère fut infirmière et feu mon père vétérinaire de formation. À l'école de médecine, je rêvais de me spécialiser en Pédiatrie. Mais après être sortie diplômée de la faculté de médecine, j'ai commencé ma carrière professionnelle

dans le domaine de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et au Centre nationale de référence en matière du VIH /Sida (centre de recherche). A ce niveau, j'ai vite compris que la Santé Publique est un domaine essentiel pour la protection et l'amélioration de la santé de la population. C'est ainsi que j'ai postulé au Master en Santé Publique et développement. Mon ambition était vraiment de contribuer à sauver plus de vies en participant à des interventions de santé publique. Travailler pour l'OMS était la suite logique de ma carrière.

“ La Santé Publique est un domaine essentiel pour la protection et l'amélioration de la santé de la population ”

Depuis combien de temps vous travaillez à l'OMS Burundi ?

En juillet 2024, j'aurais totalisé 5 années de vie professionnelle à l'OMS

En quoi votre profil de départ répondait-il au poste à pourvoir dans le temps à l'OMS Burundi ?

Mon profil correspondait, médecin et titulaire d'un diplôme de santé publique, ayant à mon actif une expérience de plus de 13 ans dans le domaine de la prise en charge des maladies infectieuses et également dans la gestion des programmes de santé publique.

J'étais point focal Tuberculose/VIH au niveau du programme national intégré de lutte contre la tuberculose (PNILT) quand j'ai été recrutée. Sans fausse modestie je crois y avoir donné la preuve de mes capacités et de mes compétences.

A quoi ressemblaient vos débuts à l'OMS BURUNDI...Quels ont été les premiers grands défis auxquels vous avez été tout de suite confrontée ?

J'ai pu faire la preuve de mes capacités d'adaptation, car les plus grands défis étaient d'abord de comprendre les acronymes utilisés dans le jargon de l'OMS, surtout lors des réunions et de m'intégrer rapidement dans mon nouvel environnement de travail notamment, notamment en ce qui concerne l'organisation, ses procédures, ses règles, ses valeurs, c'est-à-dire les principes directeurs de l'OMS dans son ensemble.

Travailler à l'OMS, qu'est-ce que cela implique en termes de challenges professionnels ?

Travailler à l'OMS implique de rester concentré sur les objectifs (Key Performance indicators : KPI), avoir une bonne clarification de ces objectifs afin de s'assurer qu'ils sont alignés sur sa vision globale de l'organisation et être d'une exemplarité en toute circonstance.

Parlez-nous de vos activités, vos responsabilités au sein de l'Institution...Quels sont vos domaines d'intervention ?

Mes activités se résument essentiellement en appui technique au pays en matière de prévention et contrôle des infections notamment : l'évaluation Rapide des pratiques PCI WASH et mise en place d'un plan d'action, ledéveloppement des compétences du Personnel , la surveillance des infections associées aux soins, l'environnement des soins y compris des mesures permettant d'assurer que les déchets soient gérés de manière à garantir la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets ou leur système de gestion , l'appui à la sensibilisation et l'éducation des populations affectées (Communication des risques et engagement communautaire), sans oublier l'appui à l'identification et à l'approvisionnement en Kits PCI/WASH.

En quoi vos attributions contribuent-elles à accompagner le Burundi vers l'atteinte de la Couverture sanitaire universelle ?

La couverture sanitaire universelle vise à promouvoir la qualité, l'équité et la dignité pour tous en matière d'accès aux soins de santé.

La mise en place des mesures PCI et la disponibilité des services WASH dans les établissements de santé sont fondamentales pour fournir les soins de qualité et assurer que les engagements relatifs aux soins de santé soient tenus.

La PCI WASH contribue à améliorer également les résultats sanitaires au niveau de la population.

Une bonne implémentation des systèmes et pratiques de PCI telles que recommandées par l'OMS, permet d'éliminer l'incidence des infections associées aux soins (IAS) à un seuil raisonnable dans les établissements de soins.

Ce qui requiert une collaboration entre les différents acteurs du système de santé et en dehors avec toutes parties prenantes impliquées dans une approche « une seule santé ». Aussi, est-il important de renforcer les capacités du personnel en PCI et de rendre fonctionnels les comités PCI à tous les niveaux du système de santé. Les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les établissements de soins y compris la gestion des déchets de soins médicaux et l'environnement bâti constituent des déterminants pour les offres de soins de qualité.



Justement dans ces fonctions que vous assumez, qu'est-ce qui vous paraît le plus difficile ?

Actuellement beaucoup d'activités sont menées dans le cadre de la riposte ou de la préparation contre les épidémies, or malheureusement, en l'absence d'un programme national durable et efficace de prévention et de contrôle des infections (PCI), des investigations et des mises à jour ne sont réalisées de manière systématique et appropriées pour une bonne identification des facteurs favorisants. Cette situation contribue à une absence de mesures préventives pérennes qui devraient permettre aux prestataires de continuer à prendre soin des patients dans les meilleures conditions possibles de travail. D'autant plus que l'expérience acquise dans cette activité pourra aussi être capitalisée pour les futures épidémies.

Comment arrivez-vous à vous en sortir pour permettre aux appuis que l'OMS apporte au Pays d'atteindre les bénéficiaires pour leur santé ?

Cela fait maintenant plus de quatre ans que je travaille pour l'Organisation, et le travail d'équipe avec à sa tête un Représentant pragmatique, compétent et expérimenté nous permet de donner le meilleur de nous-même pour accompagner les efforts du

Gouvernement vers l'édification d'un système de santé efficace et résilient en vue d'améliorer la santé et le bien-être des populations. Apprendre de mes collègues et contribuer à nos projets a été très enrichissant pour moi. Comme quoi, au-delà des différences de culture, d'éducation, de nationalité chacun a sa partition à jouer dans l'organisation pour une meilleure harmonisation des interventions dans l'intérêt de nos concitoyens.

En tant que membre du staff de l'OMS BURUNDI, que proposez-vous pour que les interventions de l'OMS en appui au pays impactent davantage la vie des Burundais et des Burundaises pour leur bien-être ?

Je crois que l'une des choses fondamentales à faire c'est de garder cet esprit d'équipe soudée que nous formons au sein de l'organisation et de profiter de cette chance d'avoir comme chef un homme pragmatique, orienté vers le résultat et qui a chevillé au corps les préoccupations du personnel. L'autre chose est que nous devons maintenir notre engagement et notre adhésion aux principes éthiques et moraux de l'organisation, ainsi que ses valeurs fondamentales pour que nos interventions aux côtés du Burundi puissent être davantage bénéfiques aux populations.



Articles du trimestre



Vaccination : Le Burundi engagé à ne laisser aucun enfant derrière !

La vaccination est la meilleure arme pour se protéger contre les maladies graves et certains cancers. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), entre 4 à 5 millions de vies sont sauvées chaque année grâce à cet acte simple de prévention et de protection.

Conscientes du fort pouvoir de la vaccination, qui permet d'être à l'abri de certaines maladies, les autorités politiques et médicales burundaises s'évertuent à doter le pays d'un système vaccinal efficace et performant à travers le Programme Elargi de Vaccination (PEV), qui fête ses 44 années d'existence dans le pays.

[Lire l'article](#)



Le Burundi avance progressivement vers l'éradication de la tuberculose

« Je ressentais des malaises, des douleurs dans tout le corps, avec une toux intense. J'avais du mal à vaquer à mes activités quotidiennes », confie Jean Paul Habarugira, 28 ans, sur les symptômes qui l'ont amené à consulter.

Après des examens appropriés, il est révélé que Jean Paul souffrait de la tuberculose, une maladie qui a touché plus de 2,4 millions de personnes en 2022 dans la Région africaine. La tuberculose est un problème de santé publique au Burundi. Elle constitue la 3ème maladie en matière de comorbidité dans le pays.

[Lire l'article](#)



Burundi : des progrès pour réduire la mortalité due au choléra

Le 1er janvier 2023, le Burundi avait déclaré une épidémie de choléra, qui plus d'un an après, reste toujours active. Depuis 12 districts sanitaires sur les 49 que compte le pays ont été affectés, mais actuellement un seul district sanitaire, celui de Bujumbura, continue de rapporter des cas.

Le choléra a toujours été endémique au Burundi. Les provinces les plus souvent affectées sont situées le long du lac Tanganyika et de la rivière Rusizi.

[Lire l'article](#)



JMS 2024 à l'OMS Burundi : activité physique et environnement sain au cœur de la célébration

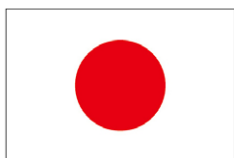
Le samedi 13 avril 2024. Le staff de l'OMS Burundi, avec en tête de peloton son Représentant, a choisi la marche sportive et des activités communautaires de salubrité publique pour célébrer l'édition 2024 de la Journée mondiale de la santé (JMS) sous le thème : « ma santé, mon droit ».

Cette initiative de l'OMS a été vivement saluée par Jimmy Hatungimana, le Maire de la ville qui a rehaussé de sa présence cette manifestation.

[Lire l'article](#)

Partenaires

Un grand merci à nos partenaires et bailleurs dont les fonds permettent de répondre aux besoins du pays en matière de santé et du bien-être de la population. Ces appuis financiers constituent un soutien énorme aux différents efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout de la Couverture Sanitaire Universelle.








BILL & MELINDA
GATES foundation



Exploitation sexuelle, abus et harcèlement sexuel (EARS)

NUL N'EST CENSE IGNORER LES REGLES:

AUCUNE EXCUSE!

-  L'OMS applique la tolérance zéro à l'égard de toute forme d'inconduite sexuelle commise par l'un de ses employés.
-  Nous devons à tout moment traiter la population locale et les collègues avec respect et dignité.
-  L'exploitation, les abus sexuels et l'harcèlement sexuel (EAHS) constituent des agissements répréhensibles de la part de tout membre du personnel OMS ou du personnel affilié.
-  EAHS met en péril la vie des personnes à qui nous avons le devoir de servir et de protéger.
-  **LE SILENCE N'EST PAS PERMIS!**

Aucune excuse. Tolérance zéro à l'égard de l'exploitation, des abus sexuels



EXPLOITATION



POURSUITE



EMPRISONNEMENT

POUR PLUS D'INFORMATION :
Contactez nous à l'adresse AFROPRESEAH@who.int
ou visitez le site <https://bit.ly/PREAH>



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi



Contact

Organisation Mondiale de la Santé
Bureau de la Représentation au Burundi
Intahe House, Rohero I, Avenue Muramvya n°4
Commune Mukaza, Bujumbura Mairie
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int



**Organisation
mondiale de la Santé**
Burundi